



# LES ÉGLISES CONDAMNENT LA PRATIQUE DE LA TORTURE

## Positions des Églises après mai 2004

*D'après un article de Sylvie Bukhari de Pontual, présidente de la FIACAT, paru dans  
Le Courrier de l'ACAT, n°250, décembre 2004*

La révélation, fin avril 2004, des mauvais traitements et tortures pratiqués dans les lieux de détention américains en Irak, notamment dans la prison d'Abu Ghraïb, a suscité l'horreur et la réprobation dans le monde entier. Parmi les nombreuses réactions publiques exprimées à ce moment-là, se trouvent les Églises, dont il faut bien dire qu'elles condamnaient clairement la torture depuis longtemps. Voici quelques-unes de leurs positions marquantes qui sont ici présentées, aussi bien à l'échelle internationale que sur le plan national américain.

### **Conseil œcuménique des Églises**

De son côté, le 25 juin 2004, à la veille de la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, Samuel Kobia, secrétaire général du COE, affirme : « *Bien qu'il n'y ait pas de pratique humaine plus abominable ou autant condamnée, la torture physique et mentale et les autres formes de traitements cruels et inhumains sont maintenant en augmentation et appliquées systématiquement dans de nombreux pays, si bien qu'aucune nation ne peut prétendre en être exempte. Le traitement inhumain des hommes et des femmes délaissés dans la prison d'Abu Ghraïb, à Bagdad, qui a choqué les gens à travers le monde, il y a quelques semaines, en est un récent et tragique exemple. La torture sous toutes ses formes reste une violation de la valeur évangélique absolue de la dignité de la personne humaine et du caractère sacré de la vie...*

*Le triste fait que la pratique horrible d'avilir des gens, en les soumettant à de la torture physique et psychologique continue à être en usage aux niveaux local et international dans toutes les régions du monde, que ce soit dans l'hémisphère nord ou sud, s'explique largement par l'échec des gouvernements à ratifier les normes et standards internationaux afin de les rendre applicables aux situations locales et internationales. »*

### **Église catholique**

Le 5 juin 2004, lors de sa rencontre avec le président américain Bush, le pape Jean Paul II fait allusion aux tortures subies par les prisonniers des forces américaines, dans la prison d'Abou Ghraïb et, sans doute, ailleurs : « *Dans les dernières semaines, d'autres événements déplorables sont venus à la lumière, qui ont troublé*

*la conscience civique et religieuse de tous et rendu plus difficile un engagement serein et résolu pour des valeurs humaines partagées. Faute d'un tel engagement, ni la guerre ni le terrorisme ne seront jamais vaincus. »*

Le 27 juin 2004, à l'occasion de la célébration, le 26 juin, de la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, le pape demande l'engagement de tous, institutions et citoyens, pour combattre la torture : « *On célébrait hier la Journée mondiale contre la torture. Puisse l'engagement commun des institutions et des citoyens bannir complètement cette violation intolérable des droits de l'homme, radicalement contraire à la dignité de l'homme. »*

Le 9 septembre 2004, à l'occasion d'une intervention dans le cadre d'une rencontre pour la paix organisée par la communauté Sant'Egidio à Milan, le cardinal Walter Kasper, président du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, affirme que « *les religions doivent arracher le masque religieux des terroristes pour les démasquer et les montrer pour ce qu'ils sont vraiment, c'est-à-dire des nihilistes qui méprisent toutes les valeurs et les idéaux de l'humanité* » et que, « *outre la faim et la pauvreté dans le monde, le nouveau fléau de l'humanité et le nouveau défi lancé à la civilisation tout entière est le terrorisme* ». Soulignant les implications religieuses du terrorisme, le cardinal explique que « *les motifs sociaux, économiques et politiques se mêlent aux motifs religieux ; la religion sert souvent de couverture idéologique et est donc instrumentalisée.* » « *Mais les religions s'opposent-elles avec suffisamment de clarté à cette instrumentalisation ?* » s'interroge le cardinal Kasper.

Le président du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens précise que « *les trois religions monothéistes interdisent toutes le suicide et excluent par conséquent de manière catégorique les attentats suicides. Ceux qui commettent ces attentats suicides ne devraient donc pas – selon les principes du Coran—être vénérés comme des martyrs. Ils devraient être condamnés comme des meurtriers et des délinquants. Le terrorisme, poursuit le cardinal Kasper, comme négation de la dignité de l'homme est en même temps une offense à Dieu. La justification du terrorisme au nom de Dieu est l'abus le plus grave du nom de Dieu et sa plus grande profanation.* »

Le président du Conseil pour l'unité des chrétiens déclare : « *Nous ne pouvons pas défendre la dignité de l'homme et la paix uniquement avec des paroles pieuses, nous devons les défendre aussi par les faits.* » « *La lutte contre le terrorisme international a besoin d'interventions militaires et de police. Les démocraties doivent être prêtes, même si cela doit signifier le sacrifice de vies humaines, à défendre leur liberté par la force* », souligne le cardinal. « *Toutefois, dans la lutte contre le terrorisme, ajoute le cardinal Kasper, on ne peut pas utiliser ce que l'on combat dans le terrorisme... On ne peut pas supprimer les droits de l'homme fondamentaux et utiliser l'instrument de la torture qui est contraire à la dignité de l'homme ; on ne peut pas faire une guerre préventive qui abolisse les règles de la guerre juste qui ne sont valables que comme ultima ratio ; on ne peut pas tuer des personnes de façon ciblée sans un juste procès au préalable.* » « *La barbarie du terrorisme ne peut pas nous faire faire marche arrière par rapport aux conquêtes de l'humanité civilisée et nous refaire plonger dans la barbarie* », a-t-il souligné.

Le cardinal Kasper appelle à combattre par tous les moyens « *les conditions qui favorisent l'expansion du terrorisme et qui pourraient être considérées comme une légitimation* ». « *Il faut éliminer les situations sociales, économiques, politiques, injustes, et s'engager à mettre en place un ordre mondial plus juste, surtout dans les régions critiques du monde* », explique le cardinal. « *Les religions doivent se réveiller, et activer leurs ressources spirituelles de résistance à la violence terroriste.*».

### **Conseil national des Églises américaines**

Dans une déclaration du 12 mai 2004, le Conseil national des Églises américaines, qui réunit un grand nombre d'Églises protestantes et orthodoxes, « *déplore avec tristesse et indignation la dégradation de la situation en Irak qui évolue vers un chaos grandissant. Ce chaos est marqué par l'hécatombe de morts de soldats américains, de civils irakiens et d'autres, par la brutalité grandissante, notamment les exécutions sommaires et les mutilations de citoyens américains, par l'insécurité généralisée à travers tout l'Irak, par l'incertitude sur les dirigeants irakiens après le 30 juin, l'évolution réduite et faite à contre-cœur des États-Unis quant au rôle de la communauté internationale en Irak, et les rapports dévastateurs sur l'humiliation et la torture des prisonniers irakiens par les personnels militaires U.S.*

*Les États-Unis sont entrés en guerre contre l'Irak dans le cadre de la "guerre contre le terrorisme." Peu importe ce qu'on entend par "guerre contre le terrorisme" comme axe principal de politique étrangère américaine, son objectif premier d'éradication du terrorisme comme une menace imminente contre les hommes de bonne volonté à travers le monde requiert la coopération de la plupart, sinon de tous, les pays du monde. Comment les Américains peuvent-ils s'attendre à une telle coopération quand nos actions rencontrent seulement l'écœurement ?...Comment évaluer autrement les dégâts causés par l'invasion unilatérale de l'Irak, la privation de tous droits pour plus de 600 personnes détenues à Guantanamo, la fermeture d'un journal irakien, les effroyables mauvais traitements réservés aux prisonniers irakiens ?*

*La cause commune que tous les pays pourraient partager dans la "guerre contre le terrorisme" est dépassée par le ressentiment contre les États-Unis pour ce qui est considéré comme une trahison de ses propres idéaux. Malheureusement, l'emblème photographique de cette guerre ne sera pas la chute de la statue de Saddam Hussein par les Américains et les Irakiens dans une célébration conjointe, mais sera la pyramide des prisonniers irakiens nus accablés de sarcasmes par des soldats américains dans un moment de faillite morale. Spécialement dans un monde rempli de conflits, notre foi nous appelle, comme témoins du Christ qui est notre paix, à l'amitié et la solidarité avec tous les peuples et toutes les nations. Le chemin vers une telle solidarité n'est pas facile. Il requiert plus de dialogue, de respect pour les autres, et la croyance dans la dignité de tout être humain. Une telle solidarité requiert aussi des engagements réciproques et des règles de conduite légitime, comme le prévoit le droit international en accord avec la communauté des nations. »*

### **Église catholique aux États-Unis**

Le 17 mai 2004, considérant comme « *horribles* » et « *dégoûtantes* » les photos de détenus irakiens torturés par des soldats U.S., Monseigneur John H. Ricard, évêque de Pensacola-Tallahassee, président de la commission des affaires Internationales

de la Conférence des évêques américains, constate que les tortures épouvantables subies par les prisonniers irakiens « *ont apporté la honte sur notre nation, sont un affront à nos principaux idéaux et détruiront les efforts légitimes pour affronter les menaces très réelles auxquelles doivent faire face notre pays et le monde.* »

Monseigneur Ricard estime que cela constitue un défi pour s'interroger sur des questions morales plus larges : les tortures infligées aux prisonniers irakiens mettent en relief « *deux risques moraux qui pourraient provenir de la réponse aux horreurs du 11 septembre et des difficultés en Irak...Le premier est la conviction d'être une exception. Nous pouvons perdre de vue la dure vérité que les sentiments jumeaux de victimisation et de supériorité morale ne nous libèrent pas de l'obligation morale de soutenir les droits élémentaires, même de nos pires ennemis qui, pourtant eux-mêmes, ne montrent que mépris pour de tels droits. Le second risque moral est une conséquence naturelle du premier. La gravité des menaces auxquelles nous sommes confrontés nous incite à tolérer une morale où la fin justifie les moyens.*

*La justice inhérente de notre cause et les nécessités pour arrêter le terrorisme peuvent conduire à une morale minimale qui accepte une interprétation extensive du droit international, l'“inévitabilité” des morts civils en Irak et le “réalisme” d'une confiance démesurée dans la réponse militaire au problème du terrorisme global. Le défi moral à cette heure est d'aborder ces horribles cas de torture d'une manière qui montre au monde—et, plus important, à nous-mêmes—que notre nation n'a pas succombé à de tels risques. La condamnation universelle de ce qui s'est passé à Abu Ghraïb est un signe d'espoir qu'en dépit du mal inqualifiable qui nous a été fait et des terribles menaces que nous affrontons, notre nation s'engage à agir en plein accord avec les normes morales fondamentales et les idéaux de liberté et de justice pour tous entretenus par l'Amérique. En agissant ainsi, nous soutiendrons le droit international, renforcerons la nature morale de notre nation et honorerons mieux la mémoire des victimes du 11 septembre et des soldats et civils qui sont morts en Afghanistan et en Irak.* »